

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 17 DECEMBRE 2025

Convocations adressées le : mercredi 10 décembre 2025
Nombre de délégués titulaires présents : 07
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01
Nombre de pouvoirs attribués : 0
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08
Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Christophe BOULANGER ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ;
Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET.

Suppléants à voix délibérative :

Corinne CHAILLEUX ;

Suppléants sans voix délibérative :

Néant.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant.

Absents excusés :

Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ; Laurent RAYMOND.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, présente le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical les procès-verbaux des Comités syndicaux du 17 octobre 2025 et du 13 novembre 2025.

Le procès-verbal du Comité syndical du 17 octobre 2025 est rédigé comme suit :

COMITÉ SYNDICAL DU 17 OCTOBRE 2025

Convocations adressées le : Vendredi 10 octobre 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 07

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Michel GILLOT, Patrick LEFRANCOIS ; Brigitte PINEAU.

Suppléants à voix délibérative :

Stéphane HOUQUES.

Suppléants sans voix délibérative :

Néant.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant.

Absents excusés :

Frédéric AUGIS ; Alain BENARD ; Christophe BOULANGER ; Christian GATARD ; Sébastien MARAIS ; Franck MAZET ; Laurent RAYMOND.

Secrétaire de séance :

Armelle AUDIN.

Le Comité syndical a débuté ses travaux à 14h30.

❖ ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 18 SEPTEMBRE 2025

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 18 septembre 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter le procès-verbal du Comité syndical du 18 septembre 2025.

Le Comité syndical a acté.

❖ ADMISSION EN NON-VALEUR DE TITRES IRRECOURABLES

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a donné lecture du rapport suivant :

En date du 17 septembre 2025, le comptable public assignataire a informé le Syndicat des Mobilités de Touraine qu'il n'avait pas pu procéder au recouvrement de certains titres émis sur les exercices antérieurs, malgré les actions engagées par ses services. Trois demandes d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables distinctes ont été transmises au SMT.

Les créances en non-valeur concernent les exercices 2023, 2024 et 2025. Ces créances portent sur la régie Vélociti.

L'impossibilité de recouvrement par Monsieur le comptable porte sur les sommes figurant dans les 3 tableaux ci-dessous :

- Première demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables : Créances admises en non-valeur (article 6541).

EXERCICE	OBJET	SOMME	REFERENCE DE LA PIECE
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T- 46
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T-199
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T-156

2024	Régie Vélociti	500.00 €	T-228
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T- 434
2025	Régie Vélociti	42.00 €	T-14
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T-432
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T- 335
TOTAL		794.00 €	

- Seconde demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables : Créances admises en non-valeur (article 6541).

EXERCICE	OBJET	SOMME	REFERENCE DE LA PIECE
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T-130
2024	Régie Vélociti	42.00 €	T-230
2023	Régie Vélociti	6.19 €	T-242
TOTAL		90.19 €	

- Troisième demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables : Créances éteintes (article 6542).

EXERCICE	OBJET	SOMME	REFERENCE DE LA PIECE
2023	Régie Vélociti	160.00 €	T-36
TOTAL		160.00 €	

Monsieur Richard HOURY, Responsable du service Institutions Administratif et Financier, a précisé qu'il s'agit des titres que le trésorier ne parvient pas à encaisser et qu'il faut passer en mandat.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables au titre des exercices antérieurs (2023, 2024) et 2025 pour des montants respectifs de 794.00 €, 90.16 € et 160.00 €

- de préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 – Chapitre 65 – Article 6541 « Perte sur créances irrécouvrables – Créance admises en non-valeur » et article 6542 « Perte sur créances irrécouvrables – Créances éteintes »

- d'autoriser Monsieur le Président du Syndicat des Mobilités de Touraine, ou son représentant dûment habilité, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ EXERCICE 2025 - DECISION MODIFICATIVE N°1

1/Approbation de la Décision Modificative n°1

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Le Comité syndical est invité à approuver la décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du budget du Syndicat des Mobilités de Touraine, dont les écritures sont les suivantes :

Les inscriptions budgétaires de cette décision modificative cumulent les montants suivants :

Section de fonctionnement							
Dépenses	BP 2025	DM1	Var.	Recettes	BP 2025	DM1	Var.
				Résultat reporté	17 885 574	0	0,0%
Réelles	97 671 989	57 505	0,1%	Réelles	117 410 728	57 505	0,0%
D'ordre	43 647 955	0	0,0%	D'ordre	6 023 642	0	0,0%
Total :	141 319 944	57 505	0,0%	Total :	141 319 944	57 505	0,0%

Section d'investissement							
Dépenses	BP 2025	DM1	Var.	Recettes	BP 2025	DM1	Var.
Solde d'exécution négatif reporté	2 694 256	0					
Réelles	135 295 066	-37 317 000	-27,6%	Recettes réelles	100 365 009	-37 317 000	-37,2%
Dont dépenses d'équipement	124 175 210	-37 317 000	-30,1%	Dont recours à l'emprunt	35 357 248	-10 000 000	-28,3%
D'ordre	6 023 642	0	0,0%	D'ordre	43 647 955	0	0,0%
Opérations patrimoniales	0	0	-	Opérations patrimoniales	0	0	-
Total :	144 012 964	-37 317 000	-25,9%	Total :	144 012 964	-37 317 000	-25,9%

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La décision modificative pour la section de fonctionnement s'élève à 57 505 €.

Les principales **dépenses de fonctionnement** sont les suivantes :

Chap.	Nature	Libellé	BP 2025	DM1	Var.	Commentaires
011	6156	Maintenance	71 500	-16 000	-22,4%	Désinscription des crédits disponibles afin de compenser les inscriptions suivantes.
011	617	Etudes	446 000	-3 247	-0,7%	
65	6574	Subventions versées	346 000	16 000	4,6%	Subvention à l'association Co-Hopt
67	673	Titres annulés sur exercice antérieur	2 000	57 492	2874,6%	Annulation d'un titre de 2024 et réémission en 2025 suite à un problème comptable
68	6817	Autres charges exceptionnelles	0	2 360	-	Provision pour dépréciation comptes clients

Les principales **recettes de fonctionnement** sont les suivantes :

Chap.	Nature	Libellé	BP 2025	DM1	Var.	Commentaires
76	7688	Produits financiers	313 000	57 492	18,4%	Rémission du titre annulé
78	7815	Reprise sur provisions	0	13		Reprise provision Compte Epargne Temps

SECTION D'INVESTISSEMENT

La décision modificative pour la section d'investissement s'élève à -37 317 000€.

Les principales **recettes d'investissement** sont les suivantes :

Chap.	Nature	Libellé	BP 2025	DM1	Var.	Commentaires
13	1311	Subventions Etat	9 046 831	-7 317 000	-80,9%	Subventions reportées sur 2026
16	1641	Emprunt	35 357 248	-10 000 000	-28,3%	Ajustement de l'emprunt en fonction des dépenses et des recettes qui seront réalisées dans l'année

23	238	Avances versées	51 000 000	-20 000 000	-39,2%	Réduction en fonction des dépenses effectivement réintégrables dans l'année
----	-----	-----------------	------------	-------------	--------	---

Les principales **dépenses d'investissement** sont les suivantes :

Chap.	Nature	Libellé	BP 2025	DM1	Var.	Commentaires
20		Immobilisations incorporelles	1 511 834	-362 000	-23,9%	Ajustement en fonction des dépenses réalisées dans l'année
21		Immobilisations corporelles	9 958 422	-885 000	-8,9%	
23		Immobilisations corporelles	10 704 954	-1 070 000	-10,0%	
23	238	Avance mandataire	51 000 000	-15 000 000	-29,4%	
23	2315	Réintégration comptable avance mandataire	51 000 000	-20 000 000	-39,2%	Réduction en fonction des dépenses réintégrables dans l'année

A noter que les AP/CP telles qu'adoptées par délibération du 26 mars 2025 avec le vote du budget primitif 2025 ne sont pas modifiées avec ces inscriptions budgétaires de la décision modificative n°1.

2/ Constitution et ajustement de provisions.

2.1 Provision « compte épargne temps »

Il est rappelé que par délibération du 16 mars 2023, le Comité syndical a autorisé d'une part l'indemnisation forfaitaire des agents en cas de départ à la retraite et en contrepartie des jours épargnés sur un compte épargne temps à partir du 15^{ème} jour et d'autre part, la conversion des jours stockés sur le compte épargne temps au régime de retraite additionnelle de la fonction publique.

Afin de couvrir la charge potentielle induite par ces nouvelles dispositions en matière de compte épargne temps, une provision pour risques et charges a été décidée par délibération du 8 novembre 2023 et valorisée à hauteur de 7.232 euros par délibération du 20 novembre 2024.

Il est proposé d'actualiser cette provision sur la base des éléments de calculs suivants :

Catégorie	Montant (1)	Nb agents avec CET > 15 jours (2)	Nb moyen de jours monétisables (CET > 15 jours) (3)	Estim. nbre agents monétisant jours CET (4)	Valorisation jours CET monétisés (5=1*3*4)	Estim. Nbre agents conversion RAFP jours CET (6)	Valorisation cotisation RAFP jours CET (7=1*3*6*5%)
A	150 €	8	26,50	1	3 975 €	1	199 €
B	100 €	3	29,00	1	2 900 €	1	145 €
C	83 €	1	2,00	0	0 €	0	0 €
S/Total :					6 875 €		344 €
						Total :	7 219 €

L'actualisation de cette provision nécessite donc une reprise de 13 euros (7.219 euros - 7.232 euros).

2.2 Provision « créance douteuses »

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code général des collectivités territoriales à son article L5217-12-1 par envoi de l'article L5711-1 rend obligatoire les dotations aux provisions pour créances douteuses.

L'article D5217-22 précise que :

- la constitution de provisions pour risques et charges est obligatoire dès lors qu'il y a apparition du risque ;
- le Président doit constater la dépréciation ou constituer la provision à hauteur du risque et l'ajuster annuellement en fonction de l'évolution de l'évolution du risque.

La comptabilisation de cette provision et de son ajustement repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « dotations aux dépréciations des actifs circulants » et du compte 7817 « reprises sur dépréciations des actifs circulants ».

Considérant l'augmentation du niveau des restes à recouvrer, il est proposé de retenir une méthode statistique de valorisation du risque qui prenne en compte l'ancienneté de la créance comme indicateur de difficultés pour le recouvrement d'une créance. En effet, dès lors que les créances non recouvrées ont fait l'objet d'une procédure de contentieux par le comptable public sans résultat probant, les chances de les régulariser s'amenuisent et le risque d'irrecouvrabilité s'accroît avec le temps.

Procéder à des provisions avec une dépréciation calculée selon l'ancienneté des créances permet ainsi une comptabilisation progressive, qui applique des taux

proportionnellement plus élevés et pertinents face à un recouvrement temporel compromis.

Des taux forfaitaires de dépréciation seraient alors appliqués de la manière suivante :

Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation
N-1	0%
N-2	25%
N-3	50%
Antérieur	100%

Cette méthode, au-delà de la simplicité des calculs du montant de la provision à constituer donne une lisibilité claire et précise sur les données et leur compréhension.

Compte tenu de l'état des restes à payer édité à la date du 10 septembre 2025 qui totalise après retraitement 73 487,73 euros, l'application de cette nouvelle méthode de valorisation aboutit aux résultats suivants :

Exercice	Montant des créances	Taux de dépréciation	Montant provision à constituer
2024 (N-1)	65 852,74	0,00%	0,00
2023 (N-2)	2 234,99	25,00%	558,75
2022 (N-3)	5 400,00	50,00%	2 700,00
Antérieur	0,00	100,00%	0,00
Total :	73 487,73		3 258,75

Ainsi, sur la base de l'état des restes à payer, la provision à constituer conformément aux taux de dépréciation définis sera de 3 258,75 euros en 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'adopter la décision modificative n°1 du budget du syndicat des Mobilités de Touraine pour l'exercice 2025 dont les écritures figurent dans le document budgétaire annexé.

- de décider pour le calcul des dotations aux provisions des créances douteuses à compter de l'exercice 2025, de retenir la méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance comme indicateur des difficultés pouvant affecter le recouvrement d'une créance, avec des taux forfaitaires de dépréciation applicable de la manière suivante :

Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation
N-1	0%
N-2	25%
N-3	50%
Antérieur	100%

- de décider de constituer une provision pour dépréciation des comptes de tiers à hauteur de 3 258,75 € imputée à l'article 6817 au titre l'exercice 2025 afin de couvrir le risque de non recouvrement de créances douteuses ;

- de décider la reprise de la provision pour risques et charges d'un montant de 13 € imputée à l'article 7815 au titre de 2025 afin de couvrir les charges potentielles issues des dispositions adoptées par délibération du 16 mars 2023 et liées aux jours épargnés sur les comptes épargne temps.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ AUTORISATIONS DE PROGRAMME - DECISION MODIFICATIVE N°1 - EXERCICE 2025

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a donné lecture du rapport suivant :

Dans une logique de performance du pilotage budgétaire de ses opérations d'investissement, le Syndicat des Mobilités de Touraine vote des autorisations de programme permettant l'engagement de projets pluriannuels.

Dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal, la pluriannualité des autorisations de programme a été revue pour tenir compte du phasage des opérations de travaux sans modifier le montant total de chaque autorisation de programme.

Le montant global reste inchangé avec un total de 595 072 495,54€.

L'inscription au budget 2025 s'élève à 50 858 210€ (73 175 210€ au Budget Primitif 2025) et le reste à financer après 2025 est de 482 887 221€ (460 570 221€ au Budget Primitif 2025).

Conformément à la réglementation, une annexe précise pour chacune des autorisations de programme la répartition prévisionnelle des crédits par exercice budgétaire. Une seconde annexe précise, pour information, la répartition des crédits liés aux autorisations de programme par chapitre budgétaire.

Monsieur Michel GILLOT, délégué du Syndicat des Mobilités de Touraine, a demandé si le décalage en 2026 avec les travaux qui sont plus conséquents que prévus, allaient être rattrapés au niveau financier ?

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a indiqué qu'un point sera fait dans 6 mois car pour le moment il s'agit des travaux réseaux où la visibilité n'est pas encore complète. Les travaux tramway sont connus, mais sont liés au bon déroulement des travaux réseaux.

Il a été proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

- d'approuver l'actualisation des autorisations de programme du budget du Syndicat des Mobilités de Touraine conformément aux tableaux annexés à la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **AVENANT N°15 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC ET DE SERVICES ANNEXES DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE 2019-2025**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a donné lecture du rapport suivant :

Par délibération de Tours Métropole Val de Loire en date du 19 novembre 2018, aux droits et obligations de laquelle le Syndicat des Mobilités Touraine (SMT) s'est substitué, a été approuvée la passation de la convention de délégation de service public (DSP) de transport public de voyageurs avec la société Keolis.

Les dispositions de la convention prévoient la possibilité d'adapter et mettre à jour le contrat par voie d'avenant.

Au vu de l'évolution des conditions d'exploitation, il est proposé l'adoption d'un avenant 15 ayant pour objet :

- Prise en compte de la convention passée entre le SMT et la Région Centre Val de Loire
- Modification du réseau travaux tramway Ligne 2 : impact kilomètres et heures
- Autorisation des élèves du périmètre du SMT d'emprunter le train au tarif ASR à la rentrée 2025,
- Pose, par le délégataire, de 5 P+V supplémentaires,
- Pose et mise en service d'un Distributeur de Titres de Transport et d'une Borne d'Informations Voyageurs sur le parvis de la gare de Saint-Pierre-des-Corps
- Installation d'une caméra de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) au CHU Trousseau de Tours
- Mise à jour du Règlement Public d'Usage

Au regard des dispositions de l'article L. 3135-1 du Code de la commande publique, le montant du contrat correspond aux paiements effectués par le SMT pour couvrir l'intégralité des charges contractuelles d'exploitation s'élève à 440 195 068 € (valeur

économique 2017) sur la durée de la convention en tenant compte des options levées initialement et des dispositions des avenants n°1 à 14.

Les effets de l'avenant n°15 sur le chiffre d'affaires du délégataire Keolis sont les suivants sur la durée de la convention, en valeur économique 2017 : augmentation de la contribution de 72 718 €.

L'avenant 15 n'a pas d'incidence sur le niveau de l'engagement de recettes du délégataire.

L'impact cumulé des avenants 1 à 15 sur la valeur du contrat (hors modifications prévues dans les documents contractuels initiaux (options)) se traduit par une diminution de la contribution versée par le SMT (- 11,5 M€ sur la durée du contrat), représentant une réduction de 2,7 % de la valeur initiale du contrat (hors options).

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'adopter l'avenant n° 15 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de services de transport public de voyageurs avec la société KEOLIS (2019-2025), joint en annexe,
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité, à signer l'avenant n° 15 à la présente délibération et à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette dernière.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE CENTRALE D'INFORMATION MULTIMODALE JVMALIN

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Par délibération du Comité syndical C 21/11/05 du 26 novembre 2021, le Syndicat des Mobilités de Touraine a autorisé la signature de la convention multipartenariale relative à l'exploitation et au financement de la centrale d'information multimodale en Région Centre-Val de Loire.

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical un avenant en annexe de la présente délibération, ayant pour objet d'intégrer le service de « MaaS (Mobility as a Service) régional JVMalin » à la convention multipartenariale relative à l'exploitation et au financement de la centrale d'information multimodale (CIM) JVMalin en région Centre-Val de Loire (CPR n°21_07_29_75 du 15 octobre 2021). Ce nouveau service

correspond à un portail de vente multi-billettique intégré au calculateur d'itinéraire actuel.

Par ailleurs, l'avenant a pour objet de modifier la liste des signataires de la convention CIM JVMalin en intégrant le Syndicat Mixte de Coordination des Transports Collectifs d'Eure et Loir (SMCTCEL) créé le 28 mars 2013, en tant que partenaire financier en lieu et place de ses membres que sont la Communauté d'Agglomération du Pays de Dreux et Chartres Métropole.

Ce nouveau dispositif va être déployé dans ce cadre en intégrant une boutique billettique numérique rapprochant cette plateforme du principe de mobilité comme service. Dans ce cadre certains titres fil bleu seront vendus sur cette plateforme facilitant ainsi la préparation du voyage et l'interpénétration des réseaux urbains et interurbains.

Il est précisé au Comité syndical qu'il s'agit d'un avenant de principe qui sera amené à être modifié, notamment son tableau de financement.

La présent avenant et son budget afférent vise à permettre le développement et le fonctionnement de ce service sur 3 ans. Il définit les conditions financières de participation du SMT à cette nouvelle boutique billettique.

Montants prévisionnels : 22 872,69 € en investissement et 4 509,97 € en fonctionnement.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'avenant de principe en annexe de la présente délibération. Il est précisé que cet avenant de principe est susceptible d'être modifié, notamment son tableau de financement.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE - LIEU-DIT LA BRUYERE – ACQUISITION D'OPPORTUNITE-CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La parcelle cadastrée section AR n°58 située lieu-dit La Bruyère à Chambray-Lès-Tours concernée par la future 2^{ème} ligne de Tramway appartient à titre indivis :

- pour moitié indivise à la Commune de Chambray-lès-Tours
- et pour moitié indivise à Monsieur Jean Claude GARNIER et Madame Ginette GARNIER.

Cette parcelle de terrain, en zonage UDa, secteur mixte à densifier, est un chemin d'accès gravillonné d'une superficie de 703 m². Elle possède une longueur d'environ 100 mètres et une largeur moyenne de 7 mètres. Elle est située pour partie en façade de l'avenue de la République, à proximité du CHRU de Tours site Trousseau. Elle constitue un chemin d'accès à deux maisons situées au 29 bis et 29 ter avenue de la République :

- la maison sise 29 bis avenue de la République appartient aux consorts GARNIER
- et la maison 29 ter avenue de la République appartient à la Commune de Chambray-les-Tours.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis du 10 avril 2024 à 89 000€.

Une offre a été adressée à la Commune et à Monsieur et Madame Garnier le 5 février 2025 d'un montant de 44 500 € chacun.

Le pôle d'évaluation domaniale a actualisé son estimation de la parcelle le 19 mars 2025, moyennant une indemnité totale de 99 714 € dont 89 740 €, au titre de l'indemnité principale et 9 974 €, au titre de l'indemnité de réemploi.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, il ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Le 16 juillet 2025, les consorts GARNIER ont fait une contre-proposition de 50 000 €.

Une nouvelle proposition a été adressée à chacun des indivisaires pour un prix de 49 857 € chacun. Pour les époux GARNIER, sont en sus prévus les travaux de reconstitution suivants sous réserve de l'obtention des autorisations d'urbanisme y afférentes :

- l'accès à la maison de M. et Mme GARNIER sera restitué, sous réserve de l'obtention des autorisations d'urbanisme.
- le dévoiement des différents réseaux, ainsi que la mise en place des servitudes nécessaires (réseau EU, pompe de relevage, ...), seront pris en charge par les concessionnaires, suivis par le Syndicat des Mobilités de Touraine, avec mise en place des servitudes nécessaires.

Maître Constance ITIER, représentant Monsieur et Mme GARNIER, a transmis leur accord le 1^{er} août 2025 et la Commune de Chambray-Lès-Tours doit délibérer le 2 octobre 2025.

Il est précisé que le prix d'acquisition sera ventilé en une indemnité totale de 99 714 € dont 89 740 €, au titre de l'indemnité principale et 9 974 €, au titre de l'indemnité de réemploi, et sera réparti selon les quotes-parts des propriétaires indivis.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus et de confier la rédaction du futur acte de vente à Maître Constance ITIER notaire associé de la SAS CHEUVREUX TOURS MÉTROPOLE à Joué-lès-Tours représentant Monsieur et Madame GARNIER et Maître Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours représentant la Commune de Chambray-lès-Tours et l'acquéreur.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section AR n°58 appartenant en indivision pour moitié aux consorts GARNIER et pour moitié à la Commune de Chambray-lès-Tours moyennant une indemnité totale de 99 714 €, dont 89 740 €, au titre de l'indemnité principale et 9 974 €, au titre de l'indemnité de réemploi répartie selon les quotes-parts des propriétaires indivis.
- de dire que l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation
- de dire que seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine :
 - o Les travaux de restitution de l'accès à la maison de M. et Mme GARNIER sous réserve de l'obtention des autorisations d'urbanisme y afférentes :
 - o Le dévoiement des différents réseaux, ainsi que la mise en place des servitudes nécessaires (réseau eaux usées, pompe de relevage, ...),
- de dire que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir dont la rédaction sera confiée à Maître Constance ITIER notaire associés de la SAS CHEUVREUX TOURS MÉTROPOLE à Joué-lès-Tours représentant Monsieur et Madame GARNIER et Maître Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours représentant la Commune de Chambray-lès-Tours et l'acquéreur.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **ACQUISITION D'OPPORTUNITE— FONCIERS UNIVERSITE DE TOURS - TOURS ET CHAMBRAY LES TOURS**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway impacte plusieurs emprises foncières de l'Université de Tours sur le site de Grandmont, représentant une superficie totale de 1 470 m², tel qu'il ressort des plans de divisions parcellaires réalisés par le géomètre. Plus précisément, il s'agit des emprises suivantes :

- emprise de 641 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°777 à Tours,
- emprise de 71 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°821 à Tours,
- emprise de 8 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°744 à Tours,
- emprise de 48 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°808 à Tours,
- emprise de 121 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°831 à Tours,
- emprise de 5 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°828 à Tours,
- emprise de 34 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°814 à Tours,
- emprise de 542 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section AH n°201 à Chambray-lès-Tours.

Par courrier en date du 10 avril 2025, le Syndicat des Mobilités de Touraine a ainsi sollicité l'Université de Tours en vue de l'acquisition amiable de ces biens au prix de 47,00 €/m² pour les emprises situées à Tours, en zone UM du Plan Local d'Urbanisme, et 4,06 €/m² pour l'emprise située à Chambray-lès-Tours, en zone N du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux estimations réalisées par le Pôle d'évaluation domaniale, soit un montant total arrondi à 45 817 €.

Cette proposition a été acceptée par l'Université de Tours par délibération de son Conseil d'administration en date du 5 mai 2025.

Conformément aux dispositions de l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, ces biens seront cédés sans déclassement préalable, s'agissant de la cession entre personnes publiques de biens restant affectés à la domanialité publique.

Les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a proposé au Comité Syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de l'Université de Tours, sur le site de Grandmont, de plusieurs emprises foncières représentant une superficie totale de 1 470 m², à savoir :
 - o emprise de 641 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°777 à Tours,

- emprise de 71 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°821 à Tours,
 - emprise de 8 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°744 à Tours,
 - emprise de 48 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°808 à Tours,
 - emprise de 121 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°831 à Tours,
 - emprise de 5 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°828 à Tours,
 - emprise de 34 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section DI n°814 à Tours,
 - emprise de 542 m² à prélever sur la parcelle cadastrée section AH n°201 à Chambray-lès-Tours.
- de préciser que l'acquisition amiable de ces biens est consentie et acceptée moyennant le prix de 47,00 €/m² pour les emprises situées à Tours, en zone UM du Plan Local d'Urbanisme, et 4,06 €/m² pour l'emprise située à Chambray-lès-Tours, en zone N du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux estimations réalisées par le Pôle d'évaluation domaniale, soit un montant total arrondi à 45 817 € ;
 - de dire que cette acquisition s'opère sans déclassement préalable, les biens restant affectés à la domanialité publique, conformément aux dispositions de l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
 - de dire que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;
 - d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer les actes authentiques afférents à cette transaction immobilière.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE– 110 RUE DE LA MAIRIE LOTS 3 ET 7– LA RICHE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Nicole BLET, est propriétaire de deux garages situé au 110 rue de la Mairie à la Riche, au sein d'un immeuble en copropriété, édifié sur la parcelle cadastrale AP 435.

Les deux garages, d'une surface utile de 13m² chacun, correspondent aux lots 3 et 7 de la copropriété et représentent chacun une quote part de 1000/10 000èmes.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 10 mars 2025 à 32 000 €, au titre de l'indemnité principale et 4 200 €, au titre de l'indemnité de réemploi, soit un montant total de 36 200 €

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Un mémoire valant offres a été adressé sur cette base au propriétaire le 20 juin 2025, lequel a été accepté le 27 août 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Madame Nicole BLET de deux garages situés 110 rue de la Mairie à la Riche, cadastré section AP numéro 435, lot n°3 et lot n°7, moyennant une indemnité totale de trente-six mille deux cents euros (36 200 €), comprenant une indemnité principale de 32 000 € et 4 200 € au titre de l'indemnité de réemploi
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITÉ - 8 RUE DU DOYENNE - LA RICHE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Geneviève JOSEPH est propriétaire de la parcelle cadastrée AO 7 située au 8 rue du Doyenné à la Riche, représentant une surface totale de 438m².

Cet espace est à usage de fond de jardin et la parcelle cadastrale est classée en zone UPb au Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de la deuxième ligne de tramway impacte l'emprise de terrain sur une surface de 19m² nouvellement cadastrée AO 615.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé en date du 25 mars 2025 à 2 280 €, soit 1 900 € au titre de l'indemnité principale et 380 € au titre de l'indemnité de réemploi, anticipant l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.

Celle-ci ayant été prononcée le 13 juin 2025 ouvre droit à des indemnités pour les propriétaires concernés par l'acquisition de leur bien, et notamment une indemnité de réemploi en sus de l'indemnité principale.

Une proposition avait été transmise par le Syndicat des Mobilités de Touraine le 29 juillet 2024, sur la base de l'estimation antérieure du pôle d'évaluation domaniale, d'un montant de 1 900 € net vendeur, qui a été accepté par la propriétaire le 8 septembre 2025.

Des travaux de reconstitution aux frais du syndicat des Mobilités de Touraine sont nécessaires et consisteront en la reconstruction à l'identique du mur existant, la restitution des plantations et le réengazonage des zones impactées par les travaux dans le jardin.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Madame Geneviève JOSEPH de la parcelle cadastrée AO 615 sise à La Riche, 8 rue du Doyenné, d'une surface de 19m² au prix de mille neuf cents euros (1 900 €).
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE -120 RUE DE LA MAIRIE - LA RICHE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Carole JABELY et Monsieur Hugues PELLETIER sont propriétaires en indivision d'une maison d'habitation située 120 rue de la Mairie à la Riche, représentant les parcelles cadastrées section AC n°85 et AC n°339.

Ces deux parcelles d'une surface totale de 395m² sont classées en zone UA au plan local d'urbanisme de la Commune.

La maison d'une surface totale de 272.50m² comprend au rez de chaussée, une entrée avec cheminée et placard, un séjour avec cheminée, une cuisine équipée et aménagée, une chambre, une salle d'eau avec WC, un garage donnant accès au sous-sol.

A l'étage, se trouve une pièce de vie, 4 chambres, WC, salle de bains, un accès au grenier.

Un jardin à l'arrière et une cour devant complètent le bien.

Les négociations ont été engagées dès 2019 avec les propriétaires, mais n'ont pu aboutir faute d'un accord sur le prix. En effet, la première proposition du Syndicat des Mobilités de Touraine du 22 septembre 2020, faite sur la base de l'estimation de la valeur vénale du bien réalisée par le pôle d'évaluation domaniale, était d'un montant de 414 000 €, alors que les propriétaires en souhaitaient 700 000 €.

Depuis, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, un mémoire valant offres a été adressé aux propriétaires le 20 juin 2025, afin de leur proposer une indemnisation de leur bien, intégrant en plus de l'indemnité principale, correspondant à la valeur vénale, une indemnité de réemploi.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 14 mars 2025 à 512 500 €, soit 465 000 € au titre de l'indemnité principale et 47 500 €, au titre de l'indemnité de réemploi.

Les propriétaires ont donné leur accord sur le mémoire valant offres le 8 septembre 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus et de confier la rédaction du futur acte de vente au notaire des vendeurs, Maître Gilles ROY, notaire à Descartes, assisté de Maître TRIQUET, dont l'étude est située géographiquement la plus proche du bien vendu.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Madame Carole JABELY et Monsieur Hugues PELLETIER, propriétaires en indivision, d'une maison d'habitation située 120 rue de la Mairie à la Riche, cadastrée section AP numéro 85 et AP numéro 339, moyennant une indemnité totale de cinq cent douze mille cinq cents euros (512 500 €), comprenant une indemnité principale de 465 000 € et 47 500 € au titre de l'indemnité de réemploi, répartie selon les quotes-parts des propriétaires indivis,
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir dont la rédaction sera confiée à Maître ROY, notaire à Descartes, assisté de Maître TRIQUET, notaire à la Riche.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE- 110 RUE DE LA MAIRIE LOT 9 – LA RICHE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Madame Genny SIFOUANE-CALMARD et Monsieur Guillaume TOURTEAU sont propriétaires d'un garage situé au 110 rue de la Mairie à la Riche, au sein d'un immeuble en copropriété, édifié sur la parcelle cadastrale AP 435.

Ce garage, d'une surface utile de 13m² correspond au lot 9 de la copropriété et représente une quote part de 1000/10 000èmes des parties communes générales.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 10 mars 2025 à 16 000 € au titre de l'indemnité principale et 2 600 €, au titre de l'indemnité de réemploi, soit un montant total de 18 600 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Un mémoire valant offres a été adressé sur cette base aux propriétaires le 20 juin 2025, lequel a été accepté par eux le 14 septembre 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Madame Genny SIFOUANE-CALMARD et de Monsieur Guillaume TOURTEAU d'un garage situé 110 rue de la Mairie à la Riche, cadastré section AP numéro 435, lot n°9, moyennant une indemnité totale de dix huit mille six cents euros (18 600 €), comprenant une indemnité principale de 16 000 € et 2 600 € au titre de l'indemnité de réemploi.
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ TARIFS FIL BLEU ET FIL BLANC 2025-2026

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La délégation de service public de transport de voyageurs 2019-2025, approuvée par le Conseil métropolitain du 19 novembre 2018, prévoit que l'Autorité Organisatrice peut procéder à une révision annuelle des tarifs.

Jusqu'à l'année scolaire 2024-2025, le Syndicat des Mobilités des Touraine (SMT) autorisait à titre dérogatoire certains élèves à utiliser le train pour un trajet domicile-établissement scolaire. Cet accord était possible via une convention avec la SNCF, permettant aux élèves de disposer d'un Abonnement Scolaire Réglementé (ASR). En septembre 2025, la SNCF a supprimé l'ASR au niveau national.

Depuis le 1^{er} septembre 2025, le SMT a passé une convention avec le Conseil Régional Centre Val de Loire. Ainsi, on peut voyager à bord des trains Rémi avec un

titre Fil Bleu, pour tout trajet dont l'origine et la destination sont situées dans le périmètre du SMT. Les élèves peuvent ainsi utiliser un Pass Fil Bleu à 23 €/mois pour prendre le train, en plus du bus et du tramway. La convention SMT / Région se substitue à la convention ASR SMT / SNCF, cette dernière arrivant à échéance en fin d'année.

L'ASR était un abonnement scolaire, à un tarif sensiblement moins élevé que le Pass libre circulation Fil Bleu. Pour tenir compte de cet écart de tarif, il est proposé à titre exceptionnel et provisoire de permettre aux élèves ayant bénéficié d'un ASR pour l'année scolaire 2024-25 de disposer d'un abonnement Fil Bleu scolaire au même tarif en septembre 2025. Distribué par Fil Bleu, ce titre permet d'accéder au train pour l'année scolaire 2025-26, à raison d'un aller-retour les jours scolaires uniquement.

Il faut donc compléter la gamme tarifaire Fil Bleu, pour les trajets suivants :

- Pass ASR Ballan – Tours 85.40 €
- Pass ASR Druye – Joué-lès-Tours 89.80 €
- Pass ASR Druye – Saint-Pierre-des-Corps 116.40 €
- Pass ASR Druye – Tours 116.40 €

Ces adaptations sont détaillées dans l'annexe à la présente délibération. L'impact de la convention SMT / Région sur le contrat de délégation de service public est explicité dans l'avenant n°15 à la délégation de service public pour l'exploitation de services de transport public de voyageurs.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser la fixation des tarifs TTC des transports de voyageurs à compter du 1^{er} août 2025, détaillée en annexe de la présente délibération,
Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « CO-HOP » POUR LE PROJET DE VELO-TAXI POUR L'ANNEE 2025

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

L'association Co-Hop', créée le 30 juin 2022, est l'entreprise à but d'emploi (EBE) de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée Tours-Sanitas Velpeau. Elle a pour finalité de participer à rendre effectif le droit à l'emploi en créant des emplois supplémentaires sur le périmètre du Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée Tours-Sanitas Velpeau pour des personnes privées durablement d'emploi.

L'Entreprise à But d'Emploi, Co-hop' a ouvert ses portes le 1^{er} juillet 2024 avec l'embauche de 11 salariés, puis de 25 salariés à la fin de l'année soit 20 ETP. Elle cible la création d'emplois pour 150 personnes à l'horizon de 5 ans.

Cette EBE en devenir a pour but de créer des emplois non-concurrentiels dans 4 unités de production différentes : Recycl-hop', Quotid-hop', Végét-hop' et Mobil-hop'.

Co-hop' a mis en place un service de Vélo-Taxi « Mobil-Hop » le 1^{er} septembre 2024. Le Vélo-Taxi permet de transporter des usagers en toute sécurité d'un point A à un point B, sur un trajet court, en complémentarité avec les modes de transports existants. Ce service cible en priorité les personnes âgées et isolées.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a été particulièrement intéressé par les axes suivants du projet Mobil-Hop :

- Proposer un nouveau mode de transport complémentaire aux transports existants, très peu émissif et solidaire
- Maintenir les personnes âgées à domicile tout en assurant leur mobilité
- Contribuer à créer du lien pour des personnes isolées.

La finalité Mobil-Hop rejoint ainsi l'ambition du Syndicat de permettre l'accès du plus grand nombre à une mobilité douce, solidaire et écoresponsable.

La LOM, Loi d'orientation des Mobilités, a réaffirmé le droit à la mobilité partout et pour tous en répondant aux enjeux de mobilité des publics en situation de vulnérabilité notamment économique et sociale, et a donné aux AOM la capacité d'agir en matière de mobilité solidaire. Les AOM sont ainsi invitées à identifier sur leur territoire les difficultés de mobilité rencontrées par les publics les plus fragiles et à favoriser les coopérations avec les acteurs de la sphère sociale, insertion, emploi. Les AOM ont ainsi la possibilité de contribuer à un service de mobilité solidaire porté par un acteur privé ou associatif.

Suite au lancement du service de vélos-taxis en 2024, le Syndicat des mobilités de Touraine souhaite poursuivre le soutien à l'Association Co Hop pour l'année 2025.

Conformément aux orientations du Plan de Déplacements Urbains « *Donner la priorité aux modes alternatifs à la mobilité motorisée individuelle* » et « *Garantir la mobilité pour tous* », il est proposé de soutenir le projet « Mobil' Hop – vélos taxis » par le versement d'une subvention à hauteur de 15 000 € HT à l'association CO HOP.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement d'une subvention à hauteur de 15 000 € HT pour l'année 2025 à l'Association Co-Hop ;

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION**

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ **Signature de l'arrêté suivant :**

- **Arrêté 2025-23** : Cession vélos lots 7 et 8

➤ **Signature de la décision suivante :**

- **Décision 2025-03** : Mandat spécial pour la participation d'un délégué syndical à l'Assemblée générale du Groupement des autorités de transport (GART) au 22 rue Joubert 75009 Paris le 23 septembre 2025.

➤ **Signature des marchés du Syndicat des Mobilités de Touraine suivants :**

Numéro de marché	Attributaire	Objet	Montant en € HT	Date de notification
25002T01	FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Acquisition de fournitures de bureau, fournitures scolaires et pédagogiques Lot n°1 : Fournitures de bureau	Maximum par période: 87 500.00 € HT	07/08/2025
25002T02	LE TIMBRE TOURANGEAU	Acquisition de fournitures de bureau, fournitures scolaires et pédagogiques Lot n°2 : Articles de timbrage	Maximum par période pour le SMT: 500.00 € HT	26/08/2025
25002T03	FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Acquisition de fournitures de bureau, fournitures scolaires et pédagogiques Lot n°3 : Acquisition de fournitures de petits	Maximum par période pour le SMT: 5 00.00 € HT	07/08/2025

		équipements de bureau		
25002T05	SARL L'ENTREPRISE ADAPTEE L'EA	Acquisition de fournitures de bureau, fournitures scolaires et pédagogiques Lot n°5 : Fournitures de bureau réservées à un atelier protégé	Maximum par période pour le SMT: 2 000.00 € HT	05/08/2025
25002T06	COMPAGNIE EUROPEENNE DE PAPETERIE - CEPAP LA COURONNE	Acquisition de fournitures de bureau, fournitures scolaires et pédagogiques Lot n°6 : Fournitures d'enveloppes et pochettes imprimées et non imprimées	Maximum par période pour le SMT: 1000.00 € HT	19/08/2025
25004T01	RUBIX (OREXAD)	Fournitures de vêtements professionnels, d'équipements de protection individuelle et de vêtements de sport Lot n°1 : vêtements haute visibilité / Froid / Intempéries	Maximum : 2 000 € HT	18/08/2025
25004T04	FRANCE SECURITE	Fournitures de vêtements professionnels, d'équipements de protection individuelle et de vêtements de sport Lot n°4 : chaussures de protection (sécurité et ville)	Maximum : 2 000 € HT	18/08/2025
25004T06	MARTIN HEULIN	Fournitures de vêtements professionnels, d'équipements de protection individuelle et de vêtements de sport Lot n°6 : protections de la tête (tête, yeux, auditive et respiratoires)	Maximum : 2 000 € HT	18/08/2025
25005T01	ALSTOM TRANSPORT SA	Marché de réalisation des études et de la fourniture de vingt-quatre poutres d'alimentation par le sol (APS)	1 132 478.05 € HT	28/08/2025
25006T01	JEROME BTP	Travaux pour l'installation de deux ponts élévateurs pour bus, site du dépôt bus de Saint Pierre des Corps Lot 1 : Démolitions - Micropieux - Génie Civil	257 000 € HT	29/08/2025

25006T02	ANVOLIA 37	Travaux pour l'installation de deux ponts élévateurs pour bus, site du dépôt bus de Saint Pierre des Corps Lot 2 : Air Comprimé	6 135.27 € HT	29/08/2025
----------	------------	--	---------------	------------

➤ **Signature des avenants liés aux marchés du mandataire passés pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020 suivants :**

Avenant n°6 au marché de maîtrise d'œuvre générale pour la réalisation de la deuxième ligne de tramway et ses composantes sur le territoire de la métropole Tourangelle (n°21.006.L2C) notifié au groupement SYSTRA France/ SAFEGE/ URBANICA/ L'HEUDE & ASSOCIES ARCHITECTES le 03/09/2025

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'acter les décisions prises par le mandataire passées pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020.

Le Comité syndical a acté.

Le Comité s'est achevé à 15h10.

Le procès-verbal du Comité syndical du 13 novembre 2025 est rédigé comme suit :

COMITÉ SYNDICAL DU 13 NOVEMBRE 2025

Convocations adressées le : Mardi 28 octobre 2025
Nombre de délégués titulaires présents : 7
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 2
Nombre de pouvoirs attribués : 0
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 09

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Christophe BOULANGER; Olivier CONTE; Emmanuel DENIS; Christian GATARD; Michel GILLOT; Franck MAZET

Suppléants à voix délibérative :

Evelyne DUPUY; Gérard SERER.

Suppléants sans voix délibérative :

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant.

Absents excusés :

Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

Le Comité syndical a débuté ses travaux à 16h00.

**❖ TRANSPORTS URBAINS - DESIGNATION DU DELEGATAIRE
TITULAIRE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DU RESEAU DE TRANSPORTS PUBLICS ET
DES SERVICES ANNEXES DU SYNDICAT DES MOBILITES DE
TOURAIN**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a laissé la parole au bureau d'étude Stève Lucas afin de réaliser une présentation relative à l'attribution de la délégation de service public de transport publics et des services annexes du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine confie l'exploitation du réseau de transports publics urbains et des services annexes à la société Keolis, dans le cadre d'une convention de délégation de service public entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Cette convention arrivant à échéance le 31 décembre 2025, le Syndicat doit organiser la continuité du service à compter du 1^{er} janvier 2026.

Par délibération du 30 janvier 2024, le Comité Syndical a décidé d'approuver le principe de la délégation de l'exploitation du réseau de transports publics et des services complémentaires liés à la mobilité et de lancer la procédure de délégation de service public devant conduire au choix de l'opérateur économique et à l'attribution du contrat de délégation à ce dernier. La durée de la délégation de service public est de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2026. Cette convention se caractérise par deux périodes distinctes : une première phase de travaux préparatoires à la 2^{ème} ligne de tramway entre 2026 et 2028; une seconde entre 2028 et 2031 correspondant au lancement du nouveau réseau Fil Bleu, incluant principalement la mise en service de la 2^{ème} ligne de tramway et de 2 nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service.

Le Déléataire sera chargé de l'exploitation :

- De la première ligne de tramway, et de la deuxième ligne à compter de sa mise en service en 2028 ;
- Du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- Des services de transport public par autobus qu'il assure directement ;
- Des services de transport public qu'il sous-traite à des transporteurs tiers ;
- Des services de transport à la demande ;
- Du service des transports pour les personnes à mobilité réduite (Fil Blanc) ;
- Des services à la mobilité complémentaire à l'offre de transport (parkings relais, parkings vélos).

La consultation pour la désignation d'un délégataire de l'exploitation du réseau de transport public et des services annexes de mobilité du Syndicat des Mobilités de Touraine a été organisée dans le cadre du code des transports, et en application des articles L. 1121-1 et suivants et L. 3126-1 à 3 et R. 3126-1 à 14 du code de la commande publique et des articles L. 1411-1 à L. 1411-19 et R. 1411-1 à R. 1411-8 du code général des collectivités territoriales.

Un avis de pré-information a été publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 21 mars 2023 puis, par un avis d'appel public à la concurrence publié le 28 février 2024, le Syndicat des Mobilités de Touraine a engagé une procédure de délégation de service public pour la gestion des services de mobilité. La date limite de réception des candidatures était fixée au 3 avril 2024 à 16H00.

Les candidats suivants ont remis un dossier de candidature dans les délais impartis :

- La société **KEOLIS** ;
- La société **RATP DEVELOPPEMENT**.

La Commission de Délégation de Service Public réunie le 22 avril 2024 a procédé à l'analyse des deux candidatures réceptionnées et a admis les deux candidats à présenter une offre, auxquels le dossier de consultation a été adressé le 9 juillet 2024. La date limite de réception des offres était fixée au 2 décembre 2024 à 16H00.

Seule la société KEOLIS a remis une offre initiale.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 6 février 2025 et a rendu un avis favorable, sur la base duquel le Président du Syndicat des Mobilités de Touraine a décidé d'entrer en négociation avec le soumissionnaire.

Cinq réunions de négociations se sont tenues le 5 mars 2025 (deux réunions), le 1^{er} avril 2025, le 29 avril 2025 et le 28 mai 2025, à la suite desquelles une note de cadrage a été transmise au soumissionnaire, lui demandant de remettre une offre finale pour le 11 juillet 2025 à 12H00.

Ces négociations ont permis d'obtenir :

- La levée des interrogations ou ambiguïtés qui pouvaient subsister à l'issue de la phase d'analyse de la proposition ;
- L'adaptation de la proposition du soumissionnaire en fonction des demandes du Syndicat des Mobilités de Touraine, notamment en termes de définition du réseau proposé, du plan de renouvellement du parc de bus, des mesures d'accompagnement au changement de comportement ;
- Des précisions sur l'organisation de l'entreprise ;
- Un meilleur degré de précision des rôles respectifs de l'Autorité organisatrice et du Délégué, en termes d'investissements comme d'exploitation ;
- Des conditions plus favorables que les propositions initiales en termes financiers : notamment une amélioration de l'engagement de recettes, de fréquentation, et de certains postes de charges, dont l'énergie, ainsi qu'une optimisation du plan d'investissements à la charge de l'Autorité organisatrice ;
- L'intégration dans l'offre de base des options suivantes :
 - Option n°2 : Accompagnement du public sénior sur le réseau Fil Bleu,
 - Option n°10 : Assistance à maîtrise d'ouvrage d'exploitabilité, de maintenabilité et de sécurité sur le projet lignes2Tram.

L'analyse de l'offre finale de la société KEOLIS a été effectuée conformément aux critères de choix suivants, par ordre décroissant d'importance :

Critères quantitatifs

1. Le niveau de l'engagement financier demandé au Syndicat des Mobilités de Touraine, résultant de l'écart sur la durée du contrat entre la contribution forfaitaire et l'engagement sur les recettes ;
2. Les autres éléments quantitatifs de l'offre, analysés notamment au regard des éléments d'appréciation suivants :
 - Le volume d'offre et de fréquentation, et la cohérence entre recettes et fréquentation,
 - La valorisation des modifications de l'offre,

- La cohérence des différentes valeurs proposées dans les éléments contractuels (cf. feuillets « compléments convention » et « indexation » dans le cadre quantitatif),
- Le niveau d'investissement en matériel roulant à la charge de l'autorité organisatrice,
- Les éléments susceptibles de représenter un engagement financier pour l'autorité organisatrice, en particulier les modalités d'indexation et la valeur des biens fournis par le délégataire.

Critères qualitatifs

3. La pertinence des propositions en matière d'offre de service, en particulier au regard des éléments d'appréciation suivants :
 - La sécurité des biens et des personnes,
 - L'organisation de la desserte,
 - La relation avec la clientèle, et ses modalités particulières en fonction du type d'usagers,
 - Le développement commercial (attirer de nouveaux usagers et les fidéliser),
 - La qualité et la continuité des services,
 - Le développement de l'intermodalité sur le réseau avec les autres modes de transport y compris la voiture particulière pour favoriser l'usage combiné des différents modes alternatifs.
4. La pertinence des propositions en matière d'efficacité des moyens du service, en particulier au regard des éléments d'appréciation suivants :
 - La politique patrimoniale, et notamment l'entretien et la maintenance dans un objectif d'optimisation de la qualité du service rendu à l'utilisateur et de durabilité du patrimoine,
 - L'organisation de l'entreprise dédiée (politique RH, recrutement, dialogue social...),
 - Le développement de la productivité et de la performance du service.
5. La pertinence des propositions en matière de développement et de mobilité durables, en particulier au regard des éléments d'appréciation suivants :
 - Engagements de réduction des consommations de ressources,
 - Engagement de respect de l'environnement dans les opérations de maintenance,
 - Engagements sociaux et heures d'insertion,
 - Engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (exemplarité de l'entreprise dédiée).

6. Les outils de pilotage contractuel et la transparence de la gestion, notamment en termes d'engagements, et d'échanges d'informations et de données.

Au vu de l'analyse de l'offre finale réalisée au regard des critères de jugement des offres sus mentionnés, Monsieur le Président a décidé de proposer au Comité syndical:

- De retenir comme délégataire la société KEOLIS ;
- D'approuver la convention de délégation de service public et l'ensemble de ses annexes tels que résultant de la négociation avec ledit candidat,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention et ses annexes,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la délibération qui sera prise.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, est intervenu afin de remercier tout le travail qui a été réalisé par le Syndicat et ses partenaires depuis un an.

Il a également précisé qu'il n'y a pas eu de concurrence, mais lors de l'appel à candidature initiale, il y avait tout de même deux candidats qui s'étaient déclarés jusqu'à la visite.

Ainsi, lorsque Keolis a envoyé sa première offre, ils ne savaient pas qu'ils étaient seuls. Les négociations furent néanmoins très serrées. De nouveau choix ont été faits par rapport à la délégation précédente, en travaillant notamment avec des options à lever ou non. 24 options ont ainsi été prévues. Toute ou partie de ces options négociées seront activées. D'ores et déjà deux seront immédiatement levées, il s'agit des options relatives au transport de seniors et au transport à la demande.

Monsieur le 1^{er} Vice-Président a également indiqué que lors des dernières Rencontres Nationales du Transport Public (RNTP), le SMT a reçu le prix de la meilleure innovation pour ce dispositif de transport des seniors. Il s'agit une reconnaissance nationale de la pertinence de ce type de projet.

Cette construction sous forme d'options est nouvelle et va permettre de faire vivre le contrat de manière beaucoup plus souple et opérationnelle.

Monsieur Christophe BOULANGER a également précisé qu'il y aura à l'intérieur de la deuxième ligne de tramway des plates-formes plus vastes. Cela permettra, à travers le règlement, d'autoriser ou non la montée des vélos et des trottinettes. Il revient au délégataire de s'assurer que le règlement soit bien respecté.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, est intervenu afin de s'associer aux remerciements faits aux équipes qui ont travaillé sur la nouvelle délégation de

service public, ainsi qu'à Christophe BOULANGER qui a participé à toutes les négociations. Cela représente presque 10 % d'offres supplémentaires grâce au tramway.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** le choix du délégataire et l'attribution de la convention de délégation de service public d'une durée de 6 ans pour la gestion des services de mobilité du Syndicat des Mobilités de Touraine à la société :

KEOLIS

34 avenue Léonard de Vinci

92400 Courbevoie

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de délégation de service public et de ses annexes, tels que présentés ci-dessus et dans le rapport joint à la présente délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de délégation de service public ainsi que tous les documents associés avec la société **KEOLIS** ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer tous les actes, et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **CONTRAT N°25-CONC-SMT01 RELATIF A LA CONCESSION DE SERVICES POUR LA MISE A DISPOSITION, L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION, LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DES MOBILIERS URBAINS POUR LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAIN – AVENANT N°1**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Par délibération du 8 novembre 2023, le Comité Syndical a décidé d'approuver le principe de la concession de services pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien du mobilier urbain et de constituer un groupement d'autorités concédantes avec les communes de Tours, Joué-les-Tours, la Riche et Saint-Cyr-sur-Loire.

Par délibération du Comité Syndical du 25 mai 2025, a été approuvé le choix du concessionnaire et l'attribution du contrat de concession de services pour la mise à

disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le contrat de concession de services du Syndicat des Mobilités de Touraine a été notifié le 25 juin 2025 à l'entreprise JC DECAUX FRANCE pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} juillet 2025 et arrive à échéance le 30 juin 2040.

Une omission a été constatée dans la liste des annexes au contrat. En effet, le mémoire technique déposé par la société JC DECAUX FRANCE lors de la remise de son offre finale n'y figure pas.

Il convient donc de corriger cette erreur matérielle en intégrant en annexe 11, le mémoire technique à la liste des annexes au contrat de concession de services.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 au contrat de concession relatif à la concession de services pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'avenant n° 1 à la présente délibération et à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette dernière.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ TRANSPORT – CONVENTION RELATIVE A L'ADHESION DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE A L'ASSOCIATION OBJECTIF RER METROPOLITAINS

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La mise en place de projets de SERM est devenue un objectif des politiques de mobilité dans un grand nombre d'agglomérations françaises.

Elle répond à un faisceau d'objectifs convergents :

- Mettre en place des offres de transports attractives, alternatives à la voiture, permettant de concrétiser le droit à la mobilité dans les grands bassins d'agglomérations,
- Poser un acte structurant de la transition écologique induisant une réduction forte des émissions carbonées liées aux déplacements, permettant de maîtriser l'étalement urbain et de contenir l'artificialisation des sols,

- Conforter le pouvoir d'achat de nos concitoyens,
- Permettre à la filière des transports ferroviaires de franchir un seuil important de son développement

L'association Objectif RER métropolitains, à travers les connaissances, l'expertise et le retour d'expérience de chacun de ses membres, a pour objectif d'agir pour garantir la réussite de ce processus, et notamment de:

- Favoriser la mise en place de projets portant une ambition forte en matière de desserte correspondant à la définition habituellement observée du concept RER,
- Faire émerger les solutions techniques, juridiques et financières qui permettront la réalisation de ces projets,
- Mettre en place un observatoire des RER en service et en projet en France et en Europe

La présente convention a pour objet l'adhésion du SMT à Objectif RER Métropolitain pour une durée de 4 ans, à partir du 1er janvier 2026, et une cotisation de 2 000€ par an.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** la convention relative à l'adhésion du Syndicat des Mobilités de Touraine à l'association Objectif RER Métropolitains;
- **DE DESIGNER** un représentant dans le collège Partenaires de RER Métropolitains ainsi que celui d'un remplaçant.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention précitée et tout acte afférent à sa mise en œuvre.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ TRANSPORT – CONVENTION RELATIVE AU PARTENARIAT POUR L'ORGANISATION DES JOURNEES DES MOBILITES DU QUOTIDIEN 2026

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Les Journées des Mobilités du Quotidien (JMQ) 2026 constitueront la troisième édition d'un événement qui rassemble à l'échelle nationale, depuis la première

édition de Strasbourg en 2024 et celle d'Annemasse en 2025, les acteurs de différentes natures engagés pour la réussite des RER en régions : autorités publiques, acteurs de la société civile, professionnels et experts...

L'association Objectif RER métropolitains propose d'organiser les JMQ à Tours en 2026.

La présente convention a pour objet de déterminer les dispositions partenariales convenues entre les parties soussignées pour la réalisation des Troisièmes Journées des Mobilités du Quotidien (JMQ) à Tours les 28, 29 et 30 janvier 2026.

Les prises en charges des parties signataires, à savoir l'association RER métropolitains, la Région Centre-Val de Loire, le SMT, la Ville de Tours et l'ATU, impliquent une contribution de la part du SMT, sous forme de subvention à l'association RER Métropolitain, d'un montant de 10 924€.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVE** la convention relative au partenariat pour l'organisation des Journées des Mobilités du quotidien 2026;
-
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention précitée et tout acte afférent à sa mise en œuvre.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER – ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE
PROCEDURE D'EXPROPRIATION - 75 AVENUE DE LA
REPUBLIQUE- CHAMBRAY-LES-TOURS -**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°0510 de 308 m² issue de la parcelle cadastrée section AW n°431 sise 75 avenue de la République à Chambray-lès-Tours.

Cette parcelle, située en façade de l'avenue de la République, d'environ 308 m² de forme rectangulaire, goudronnée et en partie enherbée. L'emprise dispose de 4 places de stationnement qui seront restituées sur la surface de la parcelle restante sur laquelle un bâti est édifié. Cette emprise foncière est classée en zonage UX, zone à vocation économique.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 28 avril 2022, à 28 000 €.

Le 29 août 2022, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 28 000 €, libre d'occupation avec les travaux de reconstitution suivants :

- Reconstitution d'une clôture identique à l'existante,
- Repositionnement du portail existant,
- Restitution des 4 places de stationnement sur la parcelle restant propriété de la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE,
- Déplacement des réseaux et compteurs en limite de la future propriété de la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement d'une indemnité de réemploi.

Par courrier du 5 septembre 2025, la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE a accepté l'offre du Syndicat des mobilités de Touraine, au prix de 28 000 €, sous réserve que les travaux de reconstitution suivants soient pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine :

- La clôture devra être remplacée, dans le cadre d'un chantier commun avec celle de la Chambre d'Agriculture, et devra être identique sur toute sa longueur,
- Les deux portails existants devront être repositionnés à l'identique,
- Les quatre places supprimées devront être restituées,
- Les réseaux et compteurs en limite de propriété seront déplacés.

Il est précisé que :

- L'avis du domaine du 28 avril 2022, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2025 par lettre-avis du domaine le 25 septembre 2025, sans que des indemnités de remploi soient prévues en sus,
- Que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition et les travaux de reconstitution tels que précisés par la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE d'une emprise de 308 m² cadastrée section AW n°510 issue de la parcelle située 75 avenue de la République à Chambray-lès-Tours et cadastrée section AW n°431, moyennant l'indemnité principale de 28 000 €,
- **DE DIRE QUE** l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution tels qu'ils sont précisés ci-dessus seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y

rapportant ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

- **DE DIRE** que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

**❖ FONCIER - ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE
PROCEDURE D'EXPROPRIATION - 79 AVENUE DE LA
REPUBLIQUE- CHAMBRAY-LES-TOURS**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La SCI PESCHER est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°514 issue de la parcelle cadastrée section AW n°73 sise 79 avenue de la République à Chambray-lès-Tours.

Cette parcelle, d'une superficie de 661 m², est concernée par le projet de ligne de TRAMWAY. Il s'agit d'une emprise de forme rectangulaire, enherbée et arborée, d'une largeur de 5,50 m sur une longueur de 121 m, longeant des emplacements de stationnement liés au bâti industriel. Pour l'accessibilité à la voirie, elle dispose d'une partie de terrain en façade sur l'avenue de la République.

Cette emprise foncière est classée en zonage UX, zone à vocation économique.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 10 mars 2025, à 59 000 € avec une indemnité de remploi de 6 900 € soit une indemnité totale de 65 900 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Le 22 mai 2025, soit avant l'arrêté de déclaration d'utilité publique, le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 59 000 €, libre d'occupation.

Le 21 juillet 2025, le Syndicat des mobilités de Touraine a renouvelé son offre d'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 59 000 €, libre d'occupation, avec travaux de reconstitution suivants sous réserve de l'obtention des autorisations d'urbanisme y afférentes :

- Abattage des arbres et arbustes situés dans l'emprise devant faire l'objet de l'acquisition,
- Reconstitution d'une nouvelle clôture rigide,
- Absence de reconstitution de la haie,

Par courrier du 16 septembre 2025, la SCI PESCHER a accepté l'offre de vente avec lesdits travaux de reconstitution en précisant que :

- Certains arbres et arbustes sont, d'un part, situés à la limite entre la zone objet de l'acquisition et la zone restant propriété de la SCI PESCHER et que d'autre part que d'autres sont sur la zone restant propriété de la SCI PESCHER mais devront être abattus au frais du Syndicat des mobilités de Touraine car leurs branches entreverront les passages sur l'Avenue de la république,
- Dans l'hypothèse où la haie actuellement en place serait défaite avant les travaux d'arrachage des arbres et arbustes et pose de la nouvelle clôture ou dans l'hypothèse où la haie resterait en place durant lesdits travaux d'arrachage puis démontée juste avant la pose de la nouvelle clôture, le site devra rester protégé de toute intrusion,
- Dans le cadre des travaux, qu'ils soient initiés côté avenue de la République ou côté de l'emprise restant propriété de la SCI PESCHER, si l'enrobé du parking ou la bande engazonnée de la SCI PESCHER se trouve détériorés, les frais de remise en état de ces aménagements seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition et les travaux de reconstitution tels que précisés ci-dessus seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès la SCI PESCHER de la parcelle cadastrée section AW n°514 de 661 m² située 79 avenue de la République à Chambray-lès-Tours, moyennant l'indemnité principale de 59 000 €,
- **DE DIRE QUE** l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution susmentionnés seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du SMT ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant, ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

- **DE DIRE** que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ FONCIER - ACQUISITION AMIABLE-LES BOIS DE CHAMBRAY-CHAMBRAY-LES-TOURS -

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La Région Centre - Val de Loire est propriétaire de la parcelle cadastrée section AX n°143 de 279 m² issue de la parcelle cadastrée section AX n°75 et AX n°145 de 543 m² issue de la parcelle cadastrée AX n°76 sise Les Bois de Chambray à Chambray-lès-Tours.

Les emprises foncières de terrain à acquérir, de forme hétérogène, sont à usage d'espaces verts et de voiries, d'une superficie totale de 822 m². Elles disposent d'une partie de terrain en façade sur l'avenue de la République. Elles sont issues du découpage de deux grandes parcelles dont une avec des bâtis. Elles sont dans les zonages UE, zone à vocation économique et N, zone naturelle. Elles correspondent à l'accès du lycée agricole.

Dans le cadre d'échanges avec la Région Centre - Val de Loire, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière.

Les services de la Région Centre – Val de Loire ont alors entamé la procédure de désaffectation.

Le Conseil d'administration du lycée rendu lors de sa réunion du 25 mars 2025 a émis un avis favorable à la désaffectation du service public de l'enseignement et sous réserve de l'avis du Rectorat.

La Commission permanente du Conseil régional réunie le 7 mai 2025 a :

- approuvé la désaffectation du service public de l'enseignement de ladite emprise foncière,
- habilité le Président du Conseil régional à proposer cette désaffectation à Madame la Préfète de la région Centre-Val de Loire,
- Autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public portant sur ladite emprise foncière pour la réalisation des travaux de construction de la seconde ligne de tramway.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 17 mars 2025, à 13 500 €.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

Par courrier du 1er juillet 2025, le Syndicat des mobilités de Touraine, a proposé la vente de ladite emprise foncière au prix de 13 500€.

La Région a donné son accord de principe à la cession de ladite emprise foncière par courrier du 31 juillet 2025.

Le 17 septembre 2025, la Direction générale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt en sa qualité d'autorité académique pour l'enseignement agricole a émis un avis favorable à cette désaffectation.

Par arrêté du 13 octobre 2025, Madame la Préfète de région a désaffecté lesdites emprise foncières.

La Commission permanente du Conseil régional a accepté la cession aux conditions susmentionnées le 17 octobre 2025.

Il est précisé que la future emprise foncière dépendante actuellement du domaine public régional et devant être intégrée dans le domaine public du Syndicat des Mobilités de Touraine, l'acquisition foncière sera réalisée sous la forme d'un acte de transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, en vertu de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il vous est proposé d'accepter cette acquisition aux conditions susmentionnées, et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès la Région Centre- Val de Loire de l'emprise foncière cadastrée section AX n°143 de 279 m² issue de la parcelle cadastrée section AX n°75 et AX n°145 de 543 m² issue de la parcelle cadastrée AX n°76 sise Les Bois de Chambray à Chambray-lès-Tours, moyennant l'indemnité de 13 500 €,
- **DE DIRE QUE** l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution tels qu'ils sont précisés ci-dessus seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.
- **DE DIRE** que les frais d'actes notariés, de géomètre liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER – TOURS – ACQUISITION AMIABLE AUPRES DE LIGERIS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION EN VUE DE L'AMENAGEMENT DE LA DEUXIEME LIGNE DE TRAMWAY**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Sur le territoire de la Ville de Tours, le projet de création de la deuxième ligne de tramway impacte plusieurs emprises foncières appartenant à LIGERIS, représentant une superficie totale de 1 656 m², tel qu'il ressort des plans de divisions parcellaires réalisés par le géomètre. Plus précisément, il s'agit des parcelles suivantes :

- la parcelle cadastrée section CZ n°586, d'une superficie de 418 m², située 2 place François Rude à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DE n°725, d'une superficie de 120 m², située 1 rue de Saussure à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DE n°726, d'une superficie de 75 m², située 1 rue de Saussure à Tours ;
- la parcelle cadastrée section EV n°265, d'une superficie de 1 043 m², située rue Michel Baugé à Tours.

Ces emprises ont été évaluées par le Pôle d'évaluation domaniale par avis en date des 10 et 11 juillet 2025, au prix total de 335 640 € décomposé comme suit :

- concernant la parcelle cadastrée section CZ n°586 : 33 440 € ;
- concernant les parcelles cadastrées section DE n°725 et 726 : 61 200 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section EV n°265 : 241 000 €.

Par délibération de son Conseil d'administration en date du 5 juin 2025, LIGERIS a accepté la cession de ces emprises au profit du Syndicat des Mobilités de Touraine.

En complément, et au titre des travaux de reconstitution, le Syndicat des Mobilités de Touraine réalisera les travaux suivants :

- Sur l'emprise située rue Michel Baugé à Tours, la reprise de 41 places de stationnement et de la voie de circulation ;
- L'installation des fourreaux nécessaires à l'implantation des barrières dans le périmètre d'aménagement L2T ;
- Le repositionnement des points d'apport volontaire avec accès depuis le domaine privé de LIGERIS.

Il est précisé que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **DE DECIDER** d'acquérir auprès de LIGERIS, plusieurs parcelles situées sur le territoire de la Ville de Tours, représentant une superficie totale de 1 656 m², à savoir :
 - o la parcelle cadastrée section CZ n°586, d'une superficie de 418 m², située 2 place François Rude à Tours ;
 - o la parcelle cadastrée section DE n°725, d'une superficie de 120 m², située 1 rue de Saussure à Tours ;
 - o la parcelle cadastrée section DE n°726, d'une superficie de 75 m², située 1 rue de Saussure à Tours ;
 - o la parcelle cadastrée section EV n°265, d'une superficie de 1 043 m², située rue Michel Baugé à Tours.
- **DE PRECISER** que l'acquisition amiable de ces biens est consentie et acceptée moyennant le prix total de 335 640 €, conformément aux estimations réalisées par le Pôle d'évaluation domaniale, et décomposé comme suit :
 - o concernant la parcelle cadastrée section CZ n°586 : 33 440 € ;
 - o concernant les parcelles cadastrées section DE n°725 et 726 : 61 200€ ;
 - o concernant la parcelle cadastrée section EV n°265 : 241 000 €.
- **DE PRECISER** qu'au titre des travaux de reconstitution, le Syndicat des Mobilités de Touraine réalisera les travaux suivants :
 - o Sur l'emprise située rue Michel Baugé à Tours, la reprise de 41 places de stationnement et de la voie de circulation ;
 - o L'installation des fourreaux nécessaires à l'implantation des barrières dans le périmètre d'aménagement L2T ;
 - o Le repositionnement des points d'apport volontaire avec accès depuis le domaine privé de LIGERIS.
- **DE DIRE** que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER – ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE
PROCEDURE D'EXPROPRIATION- LA RICHE – 142 RUE DE LA
MAIRIE**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Monsieur Christophe DRENEAU est propriétaire de deux garages situés au 142 rue de la Mairie à la Riche, représentant les parcelles cadastrées section AP n°692 et n°693, d'une surface totale de 40 m².

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 13 mars 2025 à 32 000 € au titre de l'indemnité principale et 4 200 €, au titre de l'indemnité de réemploi, soit un montant total de 36 200 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Un courrier a été adressé sur cette base au propriétaire le 4 septembre 2025, qui l'a accepté le 1^{er} octobre 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès de Monsieur Christophe DRENEAU de deux garages situés 142 rue de la Mairie à la Riche, cadastré section AP numéro 692 et 693, moyennant une indemnité totale de trente six mille deux cents euros (36 200 €), comprenant une indemnité principale de 32 000 € et 4 200 € au titre de l'indemnité de réemploi.
- **DE DIRE QUE** les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER – ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE
PROCEDURE D'EXPROPRIATION- 122 RUE DE LA MAIRIE LOT
1– LA RICHE**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Isabelle BENSIMON est propriétaire d'un garage situé au 122 rue de la Mairie à la Riche, au sein d'un immeuble en copropriété, édifié sur la parcelle cadastrale AP 419.

Ce garage, d'une surface utile de 13m² correspond au lot 1 de la copropriété et représente une quote part de 1250/10 000èmes des parties communes générales.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 13 mars 2025 à 15 250 € au titre de l'indemnité principale et 2 525 €, au titre de l'indemnité de réemploi, soit un montant total de 17 775 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Un mémoire valant offres a été adressé sur cette base à la propriétaire le 20 juin 2025, qui l'a accepté le 02 juillet 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVE** l'acquisition auprès de Madame BENSIMON Isabelle d'un garage situé 122rue de la Mairie à la Riche, cadastré section AP numéro 419, lot n°1, moyennant une indemnité totale de dix sept mille sept cent soixante quinze euros (17 775 €), comprenant une indemnité principale de 15 250 € et 2 525 € au titre de l'indemnité de réemploi.
- **DE DIRE QUE** les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir, ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER - ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE
PROCEDURE D'EXPROPRIATION – LA RESIDENCE LA BELLE
FILLE – TOURS**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway impacte l'assiette foncière de la résidence « La Belle Fille », située place Champlain à Tours, sur une emprise d'une superficie de 469 m² tel qu'il ressort du plan de division parcellaire réalisé par le géomètre.

Dans ce cadre, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite donc acquérir ladite emprise, située en zone UM du Plan Local d'Urbanisme et nouvellement cadastrée section CZ n°591, moyennant le prix de 62 000 € établi conformément à un avis domanial en date du 8 janvier 2025.

Cette proposition a été acceptée par le Syndicat des copropriétaires lors de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 7 octobre 2025, sous les conditions suivantes :

- Création de 10 places de parking accessibles sur le domaine public mais non attribuées privativement, en compensation des accès supprimés et de la suppression de 7 places de parking initiales ;
- Installation de feux tricolores à l'entrée de la résidence sur l'avenue Nielsen avec panneaux d'interdiction aux poids-lourds (sauf ordures ménagères et véhicules de services) ;
- Préservation de l'îlot de verdure restant côté Avenue Stendhal et remise en état si besoin après travaux ;
- Replantation de haies et végétaux protecteurs constituant des écrans anti-bruit et brise-vue en raison de la faible largeur restant de l'allée Nicolas Denis, dans le respect du projet établi par la SET suivant plan reçu le 4 septembre 2025 ;
- Réfection des parkings privatifs publics attenants aux parkings créés allée Nicolas Denis (sol et marquage) ;
- Prise en charge partielle par le Syndicat des Mobilités de Touraine des frais d'organisation de l'assemblée générale extraordinaire rendus nécessaires pour la validation de la cession, à hauteur de 1 500 €, le surplus demeurant à la charge du syndicat des copropriétaires.

Il est précisé que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **DE DECIDER** d'acquérir auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « La Belle Fille », la parcelle nouvellement cadastrée section CZ n°591, d'une superficie de 469 m², située place Champlain à Tours, selon le plan joint, moyennant le prix de 62 000 € ;
- **DE PRECISER** que cette acquisition se fera sous les conditions suivantes :
 - Création de 10 places de parking accessibles sur le domaine public mais non attribuées privativement, en compensation des accès supprimés et de la suppression de 7 places de parking initiales ;
 - Installation de feux tricolores à l'entrée de la résidence sur l'avenue Nielsen avec panneaux d'interdiction aux poids-lourds (sauf ordures ménagères et véhicules de services) ;
 - Préservation de l'îlot de verdure restant côté Avenue Stendhal et remise en état si besoin après travaux ;
 - Replantation de haies et végétaux protecteurs constituant des écrans anti-bruit et brise-vue en raison de la faible largeur restant de l'allée Nicolas Denis, dans le respect du projet établi par la SET suivant plan reçu le 4 septembre 2025 ;
 - Réfection des parkings privatifs publics attenants aux parkings créés allée Nicolas Denis (sol et marquage) ;
 - Prise en charge partielle par le Syndicat des Mobilités de Touraine des frais d'organisation de l'assemblée générale extraordinaire rendus nécessaires pour la validation de la cession, à hauteur de 1 500 €, le surplus demeurant à la charge du syndicat des copropriétaires ;
- **DE DIRE** que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ INSTITUTIONS - INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une

partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ **Signature des arrêtés suivants :**

- **Arrêté 2025-24 :** Demande de subvention Fonds Vert pour le financement pour un projet d'incitations financières à la pratique du covoiturage
- **Arrêté 2025-25 :** Désignation du Responsable de l'Accès aux Documents Administratif et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.
- **Arrêté 2025-26 :** Délégation de signature à Monsieur Frédéric CHARTRAIN, Responsable du service offre, exploitation et aménagement du réseau bus.
- **Arrêté 2025-27 :** Délégation de signature à Monsieur Christophe SER, Responsable du service Infrastructures Tramway.

➤ **Signature des décisions suivantes :**

- **Décision 2025-04 :** Mandat spécial pour la participation d'un délégué syndical au lancement de la production double Pony en France à la Manufacture Française du cycle, 27 rue Marcel Brunelière à MACHECOUL-SAINT-MEME 44270, le 16 octobre 2025.
- **Décision 2025-05 :** Mandat spécial pour la participation d'un délégué syndical aux rencontres Nationales du Transport Public (RNTP) au parc des expositions à Orléans du 04 au 06 novembre 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'ACTER** les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'ACTER** les décisions prises par le mandataire passées pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020.

Le Comité syndical a acté

Le Comité s'est achevé à 17h40.

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

- **ADOpte** le procès-verbal du Comité syndical du 17 octobre 2025.
- **ADOpte** le procès-verbal du Comité syndical du 13 novembre 2025.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

<p>Le secrétaire de séance,</p>   <p>Franck MAZET</p>	<p>Pour le Président et par délégation,</p>   <p>Soazic LE GUEN</p>
---	---